



# **AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF**

February 03, 2026

*Intelligence for Haiti's Democratic Transition*

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le juge fédéral Ana Reyes a émis une injonction temporaire le 2 février bloquant la résiliation du TPS pour 350000 Haïtiens citant des violations constitutionnelles et une animosité raciale. Le dialogue politique de trois jours s'est conclu avec une commission de facilitation proposée mais aucun cadre de transition définitif annoncé après le 7 février. La Police Nationale d'Haïti a annoncé des opérations de reconquête ciblant les territoires contrôlés par les gangs à Port-au-Prince bien qu'aucune attaque majeure ne se soit produite au cours des dernières 24 heures. Le taux de change reste stable à 130,89 HTG par USD. Avec quatre jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026 l'absence de mécanismes de succession convenus crée un risque institutionnel aigu.



## RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le tribunal fédéral bloque les déportations de 350000 Haïtiens constatant des violations constitutionnelles dans le processus de résiliation du TPS

Le dialogue politique se termine sans cadre de transition contraignant malgré la date limite d'expiration du mandat du CPT le 7 février

La PNH annonce une stratégie de reconquête territoriale au milieu du contrôle continu des gangs sur 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince

La décision TPS préserve 4,1 milliards de dollars de flux de transferts de fonds annuels soutenant la stabilité de la gourde à court terme

## DÉVELOPPEMENT 1

### CORPS ANALYTIQUE

Le juge fédéral Ana C Reyes a émis une injonction temporaire de 87 pages le 2 février bloquant l'administration Trump de mettre fin au Statut de Protection Temporaire pour plus de 350000 Haïtiens. La décision empêche les déportations qui devaient commencer le 3 février 2026 et préserve l'autorisation de travail pour les personnes concernées pendant que l'affaire fait l'objet d'un litige complet. Le juge Reyes a constaté que la secrétaire du Département de la Sécurité Intérieure Kristi Noem a violé les exigences de procédure régulière et la clause de protection égale du Cinquième Amendement lors de la décision de mettre fin au TPS.

Le tribunal a déterminé que la secrétaire Noem a prédestiné sa décision de résiliation basée sur l'hostilité envers les immigrants non blancs plutôt que de mener l'évaluation requise pour déterminer si les conditions en Haïti permettent un retour sûr. Le juge Reyes a cité le secrétaire d'État Marco Rubio reconnaissant publiquement qu'Haïti fait face à des défis de sécurité immédiats tandis que simultanément l'administration a poursuivi les plans de déportation. Le juge

a rejeté l'argument d'intérêt national de l'administration comme fondamentalement défectueux notant qu'il se concentrait sur les Haïtiens en dehors des États-Unis ou résidant illégalement tout en négligeant que les détenteurs actuels du TPS sont légalement présents avec un statut valide.

Le juge Reyes a directement abordé les déclarations désobligeantes du président Trump sur Haïti écrivant que personne ne pourrait rationnellement défendre de telles déclarations. Le tribunal a constaté une probabilité substantielle que l'animosité raciale ait influencé la décision de résiliation. L'avis du Registre Fédéral du 28 novembre 2025 de la secrétaire Noem affirmait que la résiliation était requise parce que la continuation du TPS était contraire à l'intérêt national même si des conditions extraordinaires et temporaires existaient en Haïti. Ce raisonnement contredisait le cadre statutaire exigeant l'évaluation des conditions du pays plutôt que des préférences de politique d'immigration.

L'effet immédiat préserve le statut légal l'autorisation de travail et la capacité de transfert de fonds pour 350000 détenteurs du TPS. Les opérations de l'Immigration and Customs Enforcement prévues pour Springfield Ohio Charleroi Pennsylvanie San Diego et New York sont suspendues. Haiti Libre a rapporté que l'administration Trump fera appel à la Cour Suprême suite à cette décision et à une décision antérieure du tribunal fédéral de Brooklyn en juillet 2025 qui a également bloqué une tentative de résiliation du TPS. Les 4,1 milliards de dollars de transferts de fonds annuels représentant 18,43 pour cent du Revenu National Disponible Brut projeté d'Haïti pour 2026 restent protégés à court terme.



## CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a été désigné pour la première fois pour le Statut de Protection Temporaire en janvier 2010 suite au tremblement de terre qui a tué plus de 200000 personnes et déplacé 1,5 million de personnes. La désignation a été continuellement renouvelée par les administrations successives sur la base de conditions extraordinaires et temporaires continues incluant l'instabilité politique la violence des gangs et la crise humanitaire.

## POINTS DE DISCUSSION

Des violations constitutionnelles et une animosité raciale constatées dans le processus de résiliation du TPS par le juge fédéral

L'autorisation de travail préservée pour 350000 Haïtiens empêchant la date limite de déportation du 3 février

Les flux de transferts de fonds de 4,1 milliards de dollars annuellement protégés soutenant la stabilité économique d'Haïti à court terme

L'appel à la Cour Suprême attendu de l'administration Trump cherchant à renverser l'injonction temporaire

Les protections juridiques temporaires en attente du résultat complet du litige créent une incertitude de planification pour la diaspora

### DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations de la diaspora devraient continuer la coordination de la défense juridique et le plaidoyer auprès du Congrès pour une extension législative du TPS

Le gouvernement haïtien devrait engager le Département d'État américain sur une évaluation formelle des conditions du pays soutenant la continuation du TPS

Les donateurs internationaux devraient prendre en compte le calendrier du litige TPS dans la planification de la stabilisation économique pour Haïti

Les entreprises dépendantes des flux de transferts de fonds devraient préparer des scénarios de contingence pour un renversement potentiel par la Cour Suprême

Les organisations communautaires devraient fournir des informations actualisées aux détenteurs du TPS sur les procédures de renouvellement de l'autorisation de travail



### CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

### DÉVELOPPEMENT 2

#### CORPS ANALYTIQUE

Les Assises de suivi du dialogue inter haïtien de trois jours à l'Hôtel Montana se sont conclues le 3 février avec une commission de facilitation proposée mais aucun cadre de consensus définitif annoncé pour la gouvernance après le 7 février. Organisé par trois membres du CPT Leslie Voltaire Edgard Leblanc Fils et Louis Gérard Gilles le sommet a réuni des partis politiques des leaders religieux des syndicats et la société civile pour négocier l'architecture de transition avec seulement quatre jours restants avant l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition.

Le titre du Nouvelliste du 3 février a capturé la situation déclarant Quatre Jours Avant le 7 Février un Chemin de Dialogue Décousu et évaluant qu'aucune solution n'a émergé au sein de la classe politique haïtienne pour tracer la voie à suivre. Les participants ont reconnu le temps limité nous séparant de l'échéance du 7 février et ont discuté de l'ingérence étrangère flagrante compliquant la recherche de consensus. Le premier jour 1er février s'est terminé par une tentative de créer une commission de facilitation selon Gazette Haiti mais les détails opérationnels la structure et

l'autorité de cet organe proposé restent indéfinis.

Plusieurs acteurs politiques continuent de boycotter le dialogue arguant qu'il n'y a pas de dialogue possible avec le CPT qui doit quitter le pouvoir à tout prix le 7 février. La Coalition des Partis Politiques de plus de 70 membres maintient sa position de novembre 2025 appelant à une transition d'un an excluant tous les membres actuels du CPT avec un système exécutif double avec président de transition plus premier ministre et ciblant des élections au quatrième trimestre 2026. Les acteurs internationaux incluant les États-Unis les Nations Unies et l'Organisation des États Américains ont déclaré sans équivoque que le CPT doit être dissous le 7 février selon l'Article 13 de l'Accord du 3 avril 2024 qui interdit explicitement toute extension du mandat.

Le Représentant Spécial de l'ONU a précédemment noté la disposition constitutionnelle de repli permettant au premier ministre de rester en fonction si les acteurs politiques ne parviennent pas à un consensus suggérant que le PM Alix Didier Fils Aimé pourrait continuer comme exécutif intérimaire. Cependant cette approche manque de légitimité nationale si les forces politiques d'opposition la rejettent. Sans cadre contraignant annoncé et avec une fragmentation persistante parmi les acteurs politiques Haïti fait face à un potentiel vide institutionnel à minuit le 7 février lorsque l'autorité légale du CPT expire. Le Nouvelliste a rapporté le 3 février que plus de 10000 décès ont été enregistrés pendant les 22 mois de règne du CPT d'avril 2024 à février 2026 englobant la violence des gangs les opérations de sécurité et les actions de groupes d'autodéfense.



## CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été établi le 3 avril 2024 par un accord négocié internationalement suite à la démission du Premier Ministre Ariel Henry. Le conseil de neuf membres avec sept membres votants a été chargé de restaurer la sécurité d'organiser des élections et de diriger Haïti vers un gouvernement constitutionnel. L'Article 13 de l'accord fondateur a fixé le 7 février 2026 comme date d'expiration du mandat avec interdiction explicite d'extension.

## POINTS DE DISCUSSION

Le dialogue politique s'est conclu avec une proposition de commission de facilitation mais aucun cadre de transition contraignant quatre jours avant l'échéance

La coalition de plus de 70 partis maintient le boycott exigeant le départ du CPT et une transition d'un an avec une nouvelle structure de leadership

La communauté internationale États-Unis Nations Unies Organisation des États Américains a déclaré que le CPT doit se dissoudre le 7 février

Le repli constitutionnel permet la continuation du premier ministre mais manque de légitimité

nationale sans consensus politique

Risque de vide institutionnel à minuit le 7 février lorsque l'autorité légale du CPT expire en l'absence de mécanisme de succession convenu

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs politiques devraient opérationnaliser la commission de facilitation immédiatement avec un mandat clair un calendrier et une autorité de décision

La communauté internationale devrait convoquer des consultations d'urgence du 4 au 6 février clarifiant les critères de reconnaissance pour le gouvernement après le 7 février

Les membres du CPT devraient transférer formellement l'autorité au cadre convenu ou invoquer la disposition constitutionnelle pour la continuation du PM

Les organisations de la société civile devraient émettre une déclaration conjointe définissant les normes minimales de légitimité pour la gouvernance de transition

Les organisations régionales CARICOM Organisation des États Américains devraient déployer des équipes de médiation pour négocier un consensus de dernière minute



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

## DÉVELOPPEMENT 3

### CORPS ANALYTIQUE

La Police Nationale d'Haïti a annoncé les 2 et 3 février que la reconquête des territoires a commencé menant des opérations intensives dans des zones stratégiques du Département de l'Ouest incluant Bel Air et Delmas 4. L'État a émis un message déclarant La République tient bon Les forces de sécurité sont à l'offensive les résultats sont graduels mais tangibles et la détermination des autorités reste absolue L'État ne reculera pas L'État de droit sera restauré. Aucune attaque majeure de gangs ou incident de sécurité n'a été signalé au cours des dernières 24 heures poursuivant un schéma de calme relatif suite à l'alerte de sécurité de l'Ambassade américaine du 31 janvier.

Les opérations récentes incluent l'opération conjointe PNH Force d'Intervention du 1er février à Croix-des-Bouquets qui a tué au moins huit membres de gangs et saisi deux armes. L'opération du 31 janvier ciblant le gang 400 Mawozo a tué les leaders connus sous les noms de Zotolan et Ti Pikan provoquant une attaque de représailles sur Tabarre 27. L'attaque de la coalition Viv

Ansanm du 30 janvier à Tèt Ka Jak Marigot a tué six à sept personnes incluant un enfant blessé quatre personnes et a entraîné des maisons brûlées et des commerces pillés. Le tempo opérationnel reflète une pression tactique sur les réseaux de gangs mais ne représente pas un changement fondamental de contrôle territorial.

Les gangs armés continuent de contrôler 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince avec les sources les plus autorisées convergeant sur approximativement 90 pour cent. L'analyse d'Americas Quarterly du 1er février a caractérisé cela comme une gouvernance criminelle notant que les gangs ne terrorisent pas seulement ils gouvernent taxant les résidents réglant les différends contrôlant l'accès aux marchés et décidant qui peut travailler commercer ou partir. La Force de Suppression des Gangs reste sévèrement sous-dimensionnée à approximativement 950 à 1000 membres principalement 700 policiers kenyans plus contre un plafond autorisé de 5550. Le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric a confirmé le 3 février que le Bureau de Soutien de l'ONU fournissant un soutien logistique à la GSF progresse vers l'échéance opérationnelle du 31 mars 2026.

La BINUH a documenté 5915 décès et 2708 blessés en année civile 2025 avec le quatrième trimestre seul comptant 1523 décès et 806 blessés. De manière significative 62 pour cent des victimes du quatrième trimestre ont résulté d'opérations de forces de sécurité incluant des frappes de drones par des entrepreneurs militaires privés 32 pour cent de violence de gangs et six pour cent de groupes d'autodéfense. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme Volker Türk a évalué que la plupart des frappes de drones menées par Vectus Global sont probablement illégales selon le droit international des droits de l'homme. Entre le 1er mars et le 30 décembre 2025 les frappes de drones ont entraîné 973 décès incluant 934 membres de gangs suspects et 39 résidents incluant 16 enfants.



## **CONTEXTE HISTORIQUE**

Le contrôle des gangs de Port-au-Prince s'est étendu dramatiquement suite à l'assassinat présidentiel de juillet 2021 et s'est accéléré après l'offensive coordonnée Viv Ansanm de février 2024 qui a forcé le Premier Ministre Ariel Henry à démissionner. La Force de Suppression des Gangs autorisée par Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU en octobre 2024 a commencé son déploiement en décembre 2024 mais reste bien en dessous de la force requise limitant l'efficacité opérationnelle.

## **POINTS DE DISCUSSION**

La PNH a annoncé une stratégie de reconquête avec des opérations à Bel Air Delmas 4 ciblant les bastions de gangs

Aucune attaque majeure au cours des dernières 24 heures mais les gangs conservent le contrôle

de 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince

La Force de Suppression des Gangs sévèrement sous-dimensionnée à 950 à 1000 membres contre un plafond autorisé de 5550

62 pour cent des victimes du quatrième trimestre 2025 provenant d'opérations de forces de sécurité incluant des frappes de drones controversées

Le Bureau de Soutien de l'ONU progresse vers l'échéance opérationnelle du 31 mars fournissant l'épine dorsale logistique pour la GSF

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux devraient accélérer la génération de force de la GSF pour atteindre un minimum de 3000 membres d'ici avril 2026

Le leadership de la PNH devrait publier la méthodologie d'évaluation du contrôle territorial et des métriques de progrès mensuellement

Le bureau des droits de l'homme de l'ONU devrait établir un mécanisme d'enquête indépendant pour les victimes civiles des opérations de sécurité

Les organisations humanitaires devraient pré-positionner des fournitures dans les quartiers nouvellement accessibles alors que la reconquête de la PNH avance

Le secteur privé devrait coordonner avec la PNH sur une reprise graduée des opérations commerciales dans les zones contestées



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

## DÉVELOPPEMENT 4

### CORPS ANALYTIQUE

La convergence de l'incertitude du litige TPS de l'impasse de transition politique et de la fragmentation sécuritaire crée des contraintes opérationnelles aiguës pour les entreprises les organisations humanitaires et les réseaux de la diaspora à travers février et mars 2026.

L'injonction temporaire préservant le statut TPS fournit un soulagement à court terme mais le calendrier d'appel à la Cour Suprême reste indéfini créant une paralysie de planification pour les employeurs les institutions éducatives et les fournisseurs de services sociaux servant 350000 personnes protégées.

Les contraintes d'infrastructure aggravent les difficultés opérationnelles. L'interdiction de la

Federal Aviation Administration sur les transporteurs américains desservant l'Aéroport International Toussaint Louverture s'étend jusqu'au 7 mars 2026 forçant la dépendance sur les transporteurs régionaux des Caraïbes avec une capacité limitée. Le contrôle des gangs sur les routes d'approche du port perturbe les opérations du terminal à conteneurs. L'installation hydroélectrique de Péligre reste hors service depuis juin 2025 entraînant un rationnement sévère de l'électricité affectant les télécommunications la chaîne du froid l'équipement médical et les opérations commerciales. La stabilité du taux de change à 130,89 HTG par USD dépend fortement des flux continus de transferts de fonds que la préservation du TPS maintient mais le risque de déportation menace.

Plus de 1,4 million de personnes restent déplacées à l'intérieur du pays avec plus de 50 pour cent des 12 millions de population d'Haïti faisant face à une insécurité alimentaire aiguë selon la Liste de Surveillance d'Urgence du Comité International de Secours. L'appel humanitaire de l'ONU cible 4,2 millions de personnes vulnérables nécessitant 880 millions de dollars mais le décaissement efficace nécessite des contreparties gouvernementales reconnues. Le mandat de la BINUH renouvelé jusqu'en janvier 2027 fournit une continuité de mission mais les agences de l'ONU font face à des défis potentiels de légitimité en coordonnant avec les autorités après le 7 février si la transition politique reste contestée.

Les horizons de planification des entreprises restent contraints à des semaines plutôt que des mois. Les négociations de contrats les engagements d'investissement et les décisions d'expansion stratégique sont impossibles jusqu'à ce que la succession du 7 février soit clarifiée et la trajectoire de sécurité établie. La considération par le Sénat de l'extension du programme textile HOPE HELP est critique pour le secteur de l'emploi formel mais le calendrier est incertain. Les entreprises devraient planifier pour une continuation de 12 à 18 mois de conditions difficiles car les gains de sécurité nécessitent un déploiement soutenu de la GSF avec l'été 2026 comme point d'inflexion le plus tôt plausible pour une amélioration graduelle.



## **CONTEXTE HISTORIQUE**

Les vulnérabilités économiques d'Haïti reflètent des décennies de sous-investissement aggravées par le tremblement de terre de 2010 l'Ouragan Matthew de 2016 et les cycles d'instabilité politique. Les transferts de fonds sont devenus de plus en plus centraux pour la stabilité économique atteignant 18 à 19 pour cent du Revenu National Disponible Brut rendant les décisions de politique de la diaspora telles que la résiliation du TPS systématiquement significatives pour la performance macroéconomique.

## **POINTS DE DISCUSSION**

La décision TPS fournit un soulagement temporaire mais l'appel à la Cour Suprême crée une

incertitude de planification pour 350000 Haïtiens

Les contraintes d'infrastructure incluent l'interdiction aéroportuaire jusqu'au 7 mars l'accès portuaire perturbé par les gangs la capacité hydroélectrique hors ligne

1,4 million de déplacés internes plus de 50 pour cent de la population faisant face à une insécurité alimentaire aiguë selon les évaluations humanitaires

Les horizons de planification des entreprises compressés à des semaines pas des mois en attendant la clarification de la transition politique

12 à 18 mois de conditions difficiles comme scénario de référence avec l'été 2026 comme scénario d'amélioration graduelle le plus tôt

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les entreprises devraient développer des plans de contingence à double scénario pour la préservation du TPS versus les résultats de renversement par la Cour Suprême

Les organisations humanitaires devraient pré-positionner des tampons de fournitures de trois mois anticipant des perturbations de distribution potentielles après le 7 février

Les organisations de la diaspora devraient coordonner des alternatives de transfert de fonds si les canaux bancaires traditionnels font face à des complications de transition politique

Les institutions financières internationales devraient préparer des facilités de liquidité d'urgence si le vide politique déclenche une instabilité de la gourde

Les institutions éducatives servant les détenteurs du TPS devraient communiquer clairement sur la continuité des inscriptions indépendamment du calendrier du litige



## CONFIANCE



**Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.**

## À SURVEILLER

### PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le dépôt de l'administration Trump à la Cour Suprême attendu les 3 et 4 février cherchant une suspension d'urgence pour renverser l'injonction TPS ce qui déclencherait une planification immédiate de reprise des déportations. Les mécanismes de transition du 7 février incluant si le CPT tient une cérémonie de dissolution formelle qui s'adresse à la nation et si le PM Fils Aimé annonce un rôle intérimaire détermineront la trajectoire de légitimité pour la gouvernance post-transition. Le positionnement stratégique des gangs pendant la période de transition pour une escalade potentielle de violence ou un levier de négociation mérite une surveillance étroite.

## CETTE SEMAINE

Les déclarations des donateurs internationaux les 7 et 8 février clarifiant la reconnaissance du gouvernement après le 7 février et les décisions d'engagement de financement établiront la ligne de base opérationnelle pour les programmes humanitaires et de développement. La mise en œuvre de la gouvernance après le 7 février spécifiquement si la commission de facilitation se matérialise ou si la continuation du PM Fils Aimé devient le défaut façonnera la légitimité institutionnelle à travers le reste de la transition. Le Représentant Spécial de la GSF Jack Christofides assume son poste mi-février avec une évaluation initiale de la stratégie de sécurité attendue dans les deux premières semaines.

## HORIZON STRATÉGIQUE

La clarté du calendrier électoral devient critique si le lancement de campagne du 19 mai approche sans achèvement de l'enregistrement des électeurs ou améliorations de sécurité forçant une décision de report du CEP. L'action du Sénat sur l'extension du programme textile HOPE HELP déterminera la viabilité du secteur de l'emploi formel à travers 2026. Le calendrier du processus juridique TPS pour l'audience de la Cour Suprême avec potentiel pour des arguments oraux ou une décision sommaire établit les paramètres de planification pour la diaspora et les secteurs économiques dépendants des transferts de fonds. L'échéance opérationnelle du 31 mars de l'UNSOH pour le bureau de soutien de l'ONU fournissant la logistique de la GSF sert d'indicateur de progrès de déploiement.

## SOURCES PRIMAIRES

Reuters US Judge Halts Trump Plan to End Protections for 350000 Haitians February 3 2026  
Haiti Libre Haiti Flash TPS Revocation Blocked by the Courts Trump Will Appeal to the Supreme Court February 2 2026  
Notus Judge Ruling Temporary Protected Status Haitians Expiration February 2 2026  
New York Times Federal Judge Blocks Deportation of Hundreds of Thousands of Haitians February 2 2026  
Le Nouvelliste Haiti Cacophony Erodes Last Vestiges of Sovereignty February 3 2026  
Gazette Haiti Political Dialogue Facilitation Commission February 3 2026  
AlterPresse Assises de Suivi du Dialogue Inter Haitien February 1 2026  
Rezo Nodwes Political Party Coalition Position February 2026  
UN News Haiti Time to Find Common Ground Ahead of 7 February January 20 2026  
Haiti Libre Haiti Insecurity The Reconquest of Territories Has Begun February 2 2026  
Tripfoumi Croix des Bouquets Gang Leaders Killed Police Operation January 31 2026  
Council on Foreign Relations Global Conflict Tracker Haiti January 2026  
Security Council Report Monthly Forecast Haiti January 2026  
International Rescue Committee Emergency Watchlist Haiti 2026